

Initiatives ministérielles

M. Cooper: Madame la Présidente, je pense que le député parle de la question n° 193 inscrite à son nom. Cette question exigeait qu'on communique avec plusieurs ministères. Si je ne m'abuse, nous venons tout juste de terminer le travail et nous devrions être en mesure de lui donner une réponse sous peu. Je verrai s'il y a moyen d'accélérer le processus.

Mme le vice-président: Les autres questions restent-elles au *Feuilleton*?

Des voix: D'accord.

* * *

DEMANDES DE DOCUMENTS

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Madame la Présidente, je demande que toutes les motions portant production de documents soient reportées.

M. Fulton: Madame la Présidente, je me demande si le secrétaire parlementaire ne pourrait pas me dire quand les documents dont j'ai demandé la production pourront être produits.

M. Cooper: Madame la Présidente, si je ne m'abuse, le député a deux motions portant production de documents. Dans le cas de la première, on me dit que le ministère ou les fonctionnaires se mettront en rapport avec lui à ce sujet. Dans le cas de la seconde, on met la dernière main à la réponse à l'heure actuelle. Je m'attends à ce qu'elle puisse être présentée dès mercredi prochain peut-être.

Je le répète, en ce qui concerne la première, quelqu'un se mettra en rapport avec lui pour en discuter et voir si on peut régler la question.

[Français]

Mme Venne: Madame la Présidente, j'aimerais également demander au secrétaire parlementaire quand il a l'intention de produire une réponse à ma requête d'avis de production de documents sur des contrats de recherche qui ont été accordés par la Commission royale d'enquête sur les nouvelles techniques de reproduction.

[Traduction]

M. Cooper: Madame la Présidente, je suis désolé, mais je n'ai aucun renseignement sur cette motion. Je suppose que c'est parce qu'il reste encore du temps avant l'expiration du délai de 45 jours et, ainsi, je n'aurai pas ces renseignements à moins d'être proche de cette expiration. Je vais certes vérifier pour voir ce que je peux faire.

Mme le vice-président: Les autres motions restent-elles au *Feuilleton*?

Des voix: D'accord.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LOI CANADIENNE SUR L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

MESURE D'ÉTABLISSEMENT

La Chambre reprend l'étude, interrompue le mercredi 18 mars, de la motion de M. Charest: Que le projet de loi C-13, Loi de mise en oeuvre du processus fédéral d'évaluation environnementale, soit lu pour la troisième fois et adopté.

Mme le vice-président: Il reste au député de The Battlefords—Meadow Lake huit minutes dans le cadre du débat.

M. Len Taylor (The Battlefords—Meadow Lake): Madame la Présidente, lorsque j'ai interrompu mon intervention hier après-midi, faute de temps, je discutais alors d'une question de politique touchant les évaluations environnementales. À ce moment-là, je disais que l'Accord de libre-échange avec le Mexique était une question de politique dont on devrait discuter. Je vais poursuivre sur cette voie aujourd'hui.

Afin d'attirer les investissements étrangers et de répondre aux exigences du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, on brade tout simplement l'avenir de notre planète. Stephen Hasell, du Réseau canadien de l'environnement, a déclaré au comité que l'évaluation des répercussions environnementales de la politique et des programmes gouvernementaux devrait être assujettie au cadre législatif global du projet de loi C-13.

On peut résumer comme suit les arguments présentés par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, connue sous le nom de rapport Brundtland: les dommages que l'homme cause à l'écosystème planétaire en menacent actuellement l'intégrité. Ce problème, qui devient de plus en plus inquiétant pour l'avenir, tient en grande partie à l'augmentation du nombre de pauvres dans le monde et aux grandes difficultés qu'ils connaissent. Il faut considérablement élever le niveau de vie des pauvres afin d'arrêter l'explosion démographique et d'éliminer les dommages environnementaux qu'entraînent les difficultés économiques.